

## Licenciements : Pour que la peur change de camp !

*Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.*

### L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ?

Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

### Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ?

Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

### S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !

✉ TravailSocial.npa92@protonmail.com

🌐 [www.npa-revolutionnaires.org](http://www.npa-revolutionnaires.org)

Pour suivre :     NPA.revo.TravailSocial



*Actu du secteur*



*En Bref :*



## **Justice des mineurs : Attal sur les traces de l'extrême droite**

Dans la droite ligne de sa formule «tu casses, tu ré pares», Gabriel Attal s'attaque à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Créée aux lendemains de la guerre, la PJJ assurait qu'un jeune en situation de délinquance était un jeune en danger qui devait être protégé. Aujourd'hui, les gouvernants théorisent la rigidité éducative et la répression tout en passant sous silence leur propre responsabilité dans la casse de la protection de l'enfance et de toute action de prévention.

Le projet de loi Attal se présente comme une réponse aux violences urbaines de l'été 2023, qui avaient suivi le décès de Nahel, tué... par un policier !

Après avoir fait pleuvoir les plans de licenciements à la PJJ comme dans l'ensemble des institutions sociales, le gouvernement Macron et ses sbires s'attaquent maintenant au fond, en faisant de la protection et de la prévention une intervention répressive en direction des plus défavorisés. Comparutions immédiates, sanctions parentales, dérogations à l'excuse de minorité : la proposition de loi de Gabriel Attal, présentée le 12 février, est une attaque frontale contre les principes fondamentaux de la justice des mineurs. Sous couvert de «restaurer l'autorité», ce projet ne vise qu'à renforcer le système répressif et à criminaliser les enfants des classes laborieuses. Gabriel Attal clame qu'il faut « être plus ferme dans la réponse pénale » : une énième opération politique inspirée de l'extrême droite, dans la lignée des attaques au droit du sol et de la criminalisation des populations considérées comme «dangereuses» par la classe dominante.

Gabriel Attal et ses soutiens stigmatisent la violence... tout en couvrant la violence de l'exploitation et la misère sociale. Pour défendre les droits de la jeunesse, nous ne pouvons compter que sur nos combats, en commençant par refuser cette logique de sanction, de stigmatisation et de répression.

## **Face aux attaques budgétaires, une réponse unitaire !**

Les coupes budgétaires décidées par le gouvernement sont un raz de marée dans le secteur du social : licenciements à la pelle, dans le Nord en Essonne, en Loire Atlantique et on en passe !

Face à ça, et aux conditions de travail et d'accueil de plus en plus insupportables, des salarié.es du social de partout en France réunis en janvier dernier appellent à une grève massive dans tout le territoire le 1er avril, et la semaine du 12 mai.

Déjà 70 syndicats et collectifs ont rejoint l'appel. Alors que la colère est généralisée, utiliser ces dates de grève comme points d'appui pour fédérer l'ensemble du monde du travail serait une motion de censure autrement plus efficace !

## **L'extrême-droite mise sur ses succès électoraux, faisons- la reculer dans la rue :**

Alors que les succès électoraux de l'extrême droite se multiplient de par le monde, les réactions du mouvement ouvrier se font timides. Pourtant, l'offensive réactionnaire justifie, plus que jamais, une réaction de notre camp.

En Belgique, les syndicats appellent à des journées de manifestations tous les 13 du mois et à une grève générale le 31 mars contre la politique réactionnaire et de casse sociale. Une première démonstration a été faite le 13 février rassemblant 100 000 manifestant.es.

A Paris, des militants d'extrême droite, notamment de Reconquête, tentent de défier régulièrement les mineurs de Belleville occupant la Gaîté Lyrique, il aura fallu une attaque fasciste contre des militant.es de YS, dont un militant CGT qui a été blessé, pour qu'une réaction survienne avec une manifestation spontanée le 17 février devant gare de l'Est.


Une manifestation antifasciste aura lieu le 22 février à 14h place de la République à Paris. Soyons-y en nombre car seul l'union des travailleur.euses fera reculer l'extrême droite.

## **De Rennes à Parmentier : Mobilisation dans les facs et les IRTS**

Pendant qu'un mouvement se lance dans les universités contre les coupes budgétaires (là aussi !), les étudiants de l'IRTS Parmentier se sont mobilisés ce 14 Février en bloquant l'école. Galères de stage ou d'alternance, remise en cause du diplôme en cas d'absence même justifiées, arrêts maladie et démission du personnel en pagaille..

Face à des conditions de travail et d'études dégradées, et à une direction autoritaire, une centaine d'étudiant.es de l'IRTS Parmentier a formulé des revendications pour étudier dans de bonnes conditions. La direction qui a tenté de les ignorer a été contrainte de les recevoir.

Une première étape importante dans la construction d'un rapport de force ! Car s'il n'est rien à attendre de nos directions, ces démonstrations sont des points d'appui pour des victoires.



**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES  
TRAVAIL SOCIAL

**Ce bulletin est le tien,  
n'hésite pas à le faire circuler !  
Ne pas jeter sur la voie publique.**



**Attaques sur la prévention spécialisée :  
les salariés répondent par la grève !**  
Article à lire sur le site